

J'ai dû louper un épisode...

les interviews de Pascale Fourier

Jean-Luc Gréau,

économiste, auteur de L'avenir du capitalisme et de La trahison des économistes

Interview du 14 Janvier 2010

Thème: la crise !

Partie 2/2

« Sans ce risque d'un déclin historique de l'Europe, je ne serais pas le chevalier flamboyant du protectionnisme européen ».

Aujourd'hui, deuxième partie de l'entretien avec Jean-Luc Gréau, économiste et auteur de L'avenir du capitalisme et de La trahison des économistes.

Je vous rappelle le contexte. J'ai rencontré Jean-Luc Gréau le 14 janvier dernier dans un petit bar du 18^e arrondissement. La première partie de l'entretien était plutôt centrée sur les causes de la crise que nous vivons actuellement: pour Jean-Luc Gréau, le libre-échange mondialisé en est définitivement la cause première.

Suite de notre entretien donc, mais un entretien un peu à bâtons rompus: j'avais coincé Jean-Luc Gréau et j'en ai profité pour lui poser toutes les petites questions qui me trottaient dans la tête... L'aspect abrupt et net de certaines de ses réponses est, vous le verrez, un peu déconcertante.

Pascale Fourier: J'ai entendu certains commentateurs divers et variés qui disaient qu'il suffisait finalement de réguler le capitalisme, il suffisait qu'on se mette

d'accord, ce qui était l'objet des différents G qu'on a pu faire...

Jean-Luc Gréau: D'abord, le mot « réguler » est très ambigu. En anglais, il veut dire réglementer, réglementation. « Regulation » en anglais, c'est réglementer. Il semble bien que beaucoup de Français utilisent le mot « régulation » par une transposition pure et simple du vocable anglo-saxon dans le vocable français, or la régulation c'est tout autre chose que de la réglementation. La régulation, c'est par exemple les décisions que prennent les Banques Centrales pour piloter le crédit de façon plus ou moins avantageuse ou au contraire plus ou moins restrictive. Ça, c'est la régulation. La réglementation, c'est autre chose. Par exemple, savoir dans quelle mesure les banques peuvent se livrer à des activités de trading (le problème que j'avais évoqué tout à l'heure), c'est de la réglementation. Il faudrait d'abord qu'ils sachent eux-mêmes ce qu'ils disent.

Il faut continuer à réguler avec en particulier

l'intervention des banques centrales, et il faut commencer à réglementer, c'est-à-dire à mettre des normes simples, des règles simples qui vont encadrer les activités des protagonistes économiques et financiers.

Pascale Fourier : Mais on n'a pas l'air d'aller trop dans cette direction...

Jean-Luc Gréau: Non. Le protectionnisme que je défends justement est du ressort de la réglementation et pas de la régulation. On peut éventuellement négocier cette conversion avec nos principaux partenaires commerciaux, et mieux vaudrait le faire peut-être au préalable en leur donnant un délai d'ajustement, mais il faudra bien prendre des mesures de réglementation. On ne veut pas le faire pour l'instant parce que ce serait rompre avec une doctrine qu'on a voulu imposer comme allant d'elle-même, en quelque sorte une doctrine de l'économie naturelle.

Pascale Fourier: Donc il n'y a pas d'espoir ?

Jean-Luc Gréau : Non. Je crois que, hélas, ou bien nous connaissons une reprise anémique, ou bien nous connaissons une période de marasme, ou bien nous connaissons une rechute. Dans les trois cas, les Etats, qui sont aujourd'hui exsangues, vont bien être obligés de se poser la question d'une nouvelle politique et d'une nouvelle stratégie parce qu'ils ne peuvent pas relancer la machine économique en s'endettant encore plus qu'ils ne l'ont fait jusqu'ici. Leur crédit est déjà fragile sur les marchés spécialisés. Des pays comme la Grèce, l'Espagne, le Portugal, mais aussi l'Italie ou l'Angleterre sont d'ors et déjà dans la cible des investisseurs. Les États-Unis pourraient l'être un jour. Dans ces conditions, tous les pays occidentaux sans exception pourraient voir leur crédit ruiné à brève échéance. Dans l'état actuel des choses, nous ne pouvons pas surendetter les Etats plus qu'ils ne le sont aujourd'hui. Vous avez vu ce paradoxe: une crise du crédit privé entraîne un surendettement public et fait que l'ensemble des agents économiques, ménages, entreprises, États sont aujourd'hui accablés de dettes.

Pascale Fourier : J'allais dire, mais ce n'est pas juste...

Jean-Luc Gréau : Non, ce n'est pas juste, mais quand on commet des erreurs d'appréciation, il faut en payer le prix. Mais il faut maintenant reconnaître nos erreurs d'appréciation et changer de stratégie. C'est possible.

Pascale Fourier Vous êtes un peu déprimant finalement parce que vous avez l'air de dire que la seule solution, c'est de rompre avec le libre-échange. Est-ce qu'effectivement c'est ça ?

Jean-Luc Gréau: Non, avec le libre-échange inconditionnel. Tous les produits primaires dont nous avons besoin, nous allons continuer de les importer: le cacao de la Côte d'Ivoire ou le minerai de fer du Brésil (dans la mesure où nous aurons encore une sidérurgie bien sûr...). De la même façon, les biens d'équipement que nous ne faisons pas nous-mêmes en quantité suffisante pour nous équiper, nous allons continuer de les importer. La question ne se pose pas de ce côté-là.

La question se pose essentiellement pour certaines catégories de services et pour l'ensemble des articles manufacturés de consommation qui peuvent être localisés de façon presque systématique dans les pays à bas-coût. Ça n'est plus possible parce que cela introduit une déflation salariale à l'échelon mondial qui place tous les acteurs dans une situation de dépendance et de fragilité. Donc le protectionniste méthodique et tempéré que je prône avec quelques autres comme Hakim El Karaoui ou Jacques Sapir devrait finir par s'imposer aux politiques qui ont notre sort entre leurs mains.

Pascale Fourier Vous avez dit à un moment: « Par le libre-échange, les pays développés ont fait le choix de faire l'économie de la connaissance ». Mais qu'est-ce qu'ils voulaient faire de ceux qui n'avaient pas de connaissances ?...

Jean-Luc Gréau : Moi, j'ai une position très prudente sur ce sujet. Je dis que d'abord tous les types de travail sont qualifiés plus ou moins. Il ne faut pas dire qu'il y a le travail non-qualifié d'un côté, le travail qualifié de l'autre: c'est assez désobligeant pour les travailleurs dit « non-qualifiés »... Même un travail d'aide-cuistot ou d'agent de propreté requiert certaines qualités!

Néanmoins, c'est un peu prétentieux de se situer du point de vue de l'économie de la connaissance. La crise révèle une contradiction assez ironique de la situation puisque ce sont ceux qui se prévalaient de connaître les mécanismes économiques et financiers qui se trouvent aujourd'hui accablés par la crise: ils ont commis d'énormes erreurs d'appréciation et d'énormes erreurs pratiques. Prétendre avoir une expertise dans le domaine des services financiers alors que nous avons une faillite objective des banques occidentales, c'est assez paradoxal.

Il est très prétentieux de prétendre se situer dans l'économie de la connaissance... Il suffit de regarder ce qui se passe. Il y a 27 millions d'étudiants en Chine dans les écoles, les instituts technologiques et les universités: c'est énorme. La Corée forme plus d'ingénieurs que les États-Unis. Quand on sait ça, on ne peut pas prétendre soi-même incarner l'économie de la connaissance et il faut partager l'économie de la connaissance avec les autres. Même un certain nombre de pays africains commencent à progresser dans ces domaines, et c'est heureux.

Donc, il faut abandonner les schémas fallacieux de partage des tâches et de la connaissance à l'échelon mondial. Nous aurons tout cela en commun: savoir, savoir-faire, investissement, travail.

Pascale Fourier Ça me donne l'impression qu'ils faisaient une croix sur plus de la moitié de la population...

Jean-Luc Gréau : Oui. Au moins le quart. Nicolas Baverez, un jour a dit: « Il y a un quart de la population que la société informatique ou la société de la connaissance qui advient mettra au rebut ».

25 % de la population, c'est moins que ce que vous dites, mais quand même c'est énorme. Ça prouve donc un cynisme, une désinvolture intellectuelle et morale de la part de certains analystes, de certains membres de l'élite qui tentent de nous gouverner intellectuellement et pratiquement.

Pascale Fourier Ils ont fait une croix sur le plein-emploi ?

Jean-Luc Gréau : Oui. Réponse, oui !

Pascale Fourier Et depuis longtemps ? Comment est-ce possible ? Intellectuellement, comment est-il possible de faire une croix sur le plein-emploi quand on sait qu'un emploi, ce n'est pas simplement un revenu, c'est aussi de la reconnaissance, des liens sociaux...

Jean-Luc Gréau: C'est aussi une raison de vivre, bien sûr ! Les personnes qui font une croix sur l'emploi ont un emploi dans les strates supérieures de la société, et un emploi qui n'est pas soumis aux aléas, aux turbulences de la concurrence du grand large. Quand vous êtes au conseil d'État ou à la banque BNP Paribas, vous vous pensez à l'abri - vous ne l'êtes peut-être pas autant que vous le pensez, mais vous vous sentez à l'abri. Les conseillers des princes, les fameux « visiteurs du soir » donc de Monsieur Nicolas Sarkozy ne sont pas concernés personnellement par le problème de la concurrence mondiale. C'est pour eux un sujet de discours, mais pas un sujet de préoccupation.

Pascale Fourier : Ils n'aiment pas leur pays ?...

Jean-Luc Gréau : Non, ils ne faut pas dire qu'ils n'aiment pas leur pays ou qu'ils le détestent, simplement ils se sont détachés des contingences quotidiennes, et il considèrent le pays simplement comme un territoire qu'on doit adapter, des populations qu'on doit adapter aux circonstances nouvelles, sans voir qu'il y a des limites que ces populations ne peuvent pas dépasser,

des limites de contraintes. Il ne ressentent pas cela et donc ils se détachent progressivement du réel.

Pascale Fourier : Est-ce que l'Europe, à terme, risque un déclin économique majeur ?

Jean-Luc Gréau : Oui, l'Europe est sur la voie d'un déclin économique. Les performances à l'exportation de pays comme l'Allemagne et les Pays-Bas ne doivent pas faire illusion: nous allons vers une contraction progressive de notre base économique en termes industriels, de services et même agricoles. De nouvelles activités vont apparaître, en particulier celles liées à la croissance verte - recycler les matériaux et réduire les consommations spécifiques d'énergie-, mais ces nouvelles activités, ces nouveaux produits ne compenseront pas les pertes sur les activités classiques (voir les activités high-tech) que nous avons subies et que nous continuerons de subir.

Pascale Fourier : Est-ce qu'il y a possibilité un jour d'une forme de réindustrialisation de la France ?

Jean-Luc Gréau : Oui, de la France et de l'Europe occidentale. Il suffit de mettre en place des protections commerciales dignes de ce nom. Et vous pouvez être en situation de protection commerciale et accueillir les investissements productifs étrangers ! Vos concurrents ont alors accès à vos marchés simplement en s'installant chez vous et en faisant chez vous ce qu'ils savent faire. L'entreprise chinoise, indienne, indonésienne, brésilienne qui voudrait avoir accès au marché européen peut donc s'installer en France, en Allemagne, en Italie, au Portugal... et participer à notre réindustrialisation avec ses propres savoir-faire, ses propres produits.

Pascale Fourier : Mais, s'il n'y a pas de protectionnisme, ça veut dire qu'à terme l'industrie va perdre encore de plus en plus d'emplois, de plus en plus de capacités ?

Jean-Luc Gréau : Oui. Si nous ne faisons pas ça, nous allons avoir un déchirement du

tissu économique. Beaucoup d'entreprises fonctionnent en relation entre elles. Et à partir d'un certain niveau de contraction de l'activité, vous n'avez plus les fournisseurs dont vous avez besoin et donc vous êtes obligé de vous délocaliser parce que vous n'avez plus les fournisseurs sur place; vous n'avez plus les clients, donc vous êtes obligé de vous délocaliser pour trouver vos clients. Donc le tissu économique d'entreprises industrielles et de services va se contracter de façon dramatique et, en même temps, les comptes publics et sociaux ne pourront plus être ajustés: ils seront au-delà du déficit que nous connaissons aujourd'hui et qui est pourtant très lourd.

Ce qui apparaît donc à l'horizon, c'est la perspective d'un déclin, et pas d'un déclin graduel, mais d'un déclin tel que celui que l'Espagne a pu connaître au XVIIe siècle, après s'être illusionnée dans l'euphorie de l'apport de métaux précieux d'Amérique. C'est un déclin historique qui nous menace. Je le dis dans mes conférences: sans ce risque d'un déclin historique, je ne serais pas le chevalier flamboyant du protectionnisme européen.

Pascale Fourier : *Oups, j'avais devant moi « le chevalier flamboyant du protectionnisme européen ». Et moi, j'avais toute une série de questions un peu simplettes de non-économiste dans ma besace, alors que faire ? Eh bien je les ai posées quand même.*

Pourquoi les Chinois achètent-ils des bons du trésor ?

Jean-Luc Gréau : De toutes façons, il leur faut bien placer leur argent... Ils ont aujourd'hui 2 300 milliards de dollars de réserves de change et ces réserves s'accroissent chaque année: ils ont passé le cap des 1000 milliards il y a quatre ans à peu près, et vous voyez donc le chemin qu'ils ont parcouru... Ils ont dépassé le Japon il y a quatre ans environ et maintenant ils ont 2 300 milliards de réserves de change, et il faut bien les placer.

Alors ils peuvent les placer en obligations des Trésors occidentaux, tout particulièrement États-Unis, Europe, mais aussi ce qu'ils font à un moindre degré, en

actions, ou ils peuvent acheter des stocks de matières premières voués à s'apprécier dans l'avenir. Mais le premier placement, c'est évidemment le placement en obligations publiques.

Cela les rend en même temps très puissants vis-à-vis des pays concernés qui ont besoin de ce refinancement: il y a une sorte de circuit continu entre les dettes de certains pays occidentaux et les excédents de certains pays asiatiques.

Pascale Fourier : J'ai deux questions pour les non- économistes: qu'est-ce que des « réserves de change » et qu'est-ce que des « bons du Trésor » ?

Jean-Luc Gréau : Les réserves de change, c'est tout simplement le fait que, lorsque vous êtes en excédent dans vos relations avec l'extérieur, eh bien vous avez des devises qui affluent dans les comptes de vos entreprises, de vos banques. Celles-ci ou bien les utilisent pour leur propre compte ou bien les déposent auprès de la banque centrale qui donc à ses réserves dans ses comptes. Et après la banque centrale a pour charge de replacer ses monnaies, dollars, euros, etc, de façon à les faire fructifier. Donc c'est extrêmement simple, c'est à l'échelon d'un pays comme un particulier qui a une épargne de côté, 30 000 €, 50 000 €, qui a un bas de laine et il va les placer.

Deuxièmement, les bons du Trésor, ou les obligations du Trésor... Ce sont tout simplement les titres qu'émet un Trésor pour financer sa dette. Ces obligations sont traitées sur le marché du crédit, plus ou moins appréciées, et effectivement on le voit bien avec le problème de la Grèce qui s'est passé récemment: quand un pays est suspect, c'est-à-dire quand on pense qu'il pourrait ne plus assumer le service de sa dette, payer ses créanciers à l'échéance, les obligations qu'il émet, les titres qu'il émet sont dépréciés sur le marché du crédit. Ce sont simplement des titres qui représentent la dette des Etats concernés.

Pascale Fourier : L'État français est endetté actuellement: pourquoi il ne fait pas marcher la planche à billets ?

Jean-Luc Gréau : L'Etat français d'abord est en zone euro, et sa monnaie s'appelle l'euro. Donc, de toute façon, il ne pourrait pas le faire. Il aurait pu le faire encore dans un schéma de monnaie nationale. C'est le cas d'un pays comme l'Angleterre. L'Angleterre a commencé à monétiser sa dette puisque la banque centrale a racheté 200 milliards de livres sterling d'obligations émises par le Gils. Le Gils, en Angleterre, c'est le Trésor public britannique. C'est à double tranchant... Nous aurions dû peut-être monétiser partiellement notre dette, faire marcher ce que vous appelez « la planche à billets » (en fait, c'est le clavier d'ordinateurs aujourd'hui, ce n'est pas la planche à billets).

Pascale Fourier C'est ce que veut dire « monétiser sa dette »? C'est faire marcher la planche à billets?

Jean-Luc Gréau : Oui, c'est ça. Mais il faut le faire de façon modérée et, de toute façon, comme nous avons laissé s'accroître les dettes publiques dans tous nos pays sans exception, maintenant nos créanciers ont entre les mains une masse énorme de titres représentatifs de notre dette; ils peuvent à tout moment les remettre sur le marché, et notre crédit est détruit instantanément. Donc là aussi, nous sommes dans nous une situation d'extrême fragilité puisque nos créanciers peuvent se dire: « Je ne fais plus confiance au Trésor français, anglais ou italien, et je me débarrasse des titres correspondants » - et vous ne pouvez, à ce moment-là, absolument plus émettre des titres nouveaux pour combler vos déficits.

Pascale Fourier : Et pourquoi ils n'auraient pas confiance ?

Jean-Luc Gréau: Parce que l'évolution ancienne et récente montre la fragilité de nos économies et la difficulté d'ajustement des comptes publics. Pratiquement aucun Trésor public occidental n'ajuste ses comptes actuellement. Les déficits se sont creusés de façon très importante à l'occasion de la crise. La France est passée de 3 % à 8 % du PIB en l'espace de deux ans. Si on prend les pays du G7, l'ancien G7, la dette publique des trésors de ces 7

pays aura crû de 50 %, dont de moitié en l'espace de trois ans, entre 2007 et 2010, avec trois facteurs: premièrement, l'affaissement ou l'effondrement des recettes fiscales lié à la crise économique, deuxièmement le soutien aux banques extrêmement coûteux (117 milliards de livre sterling ont été injectées dans les banques nationalisées anglaises), et troisièmement, les plans de soutien, plus ou moins importants, pour empêcher que la récession ne se transforme en dépression.

Pascale Fourier :À propos de ce soutien aux banques justement, ces derniers temps, aux infos, je n'arrive vraiment pas à comprendre: on est en train de nous dire que les banques font des profits actuellement... Comment ça se fait ?

Jean-Luc Gréau: Les banques font des profits grâce à leur activités de trading dont nous parlions tout à l'heure, trading pour compte propre: elles vont sur le marché des devises, sur le marché des matières premières, sur les marchés des crédit titrisés, elles vont aussi bien sûr à la bourse. Ces salles de marché spéculent, de façon très objective et, comme les prix montent, elles réalisent des plus-values. Ces plus-values évidemment masquent des pertes qu'elles continuent à enregistrer sur les activités traditionnelles de crédit où elles restent globalement déficitaires. Mais la montée des marchés financiers correspondants n'est pas garantie de façon éternelle: nous pouvons très bien avoir une rechute courant 2010 ou 2011, auquel cas on verra réapparaître de très importantes pertes dans le secteur bancaire.

Pascale Fourier Et pourquoi on ne leur fait pas rembourser, ce qu'a proposé ce matin Obama. Pourquoi on n'a pas demandé aux banques une fois qu'elle ferait des bénéfices de rembourser l'argent qu'avait prêté l'État ?

Jean-Luc Gréau: Le vrai problème, c'est qu'on aurait dû en fait prendre le contrôle des banques d'une manière appropriée, surtout dans les pays où on a soutenu massivement ces banques. Ce qui est

troublant, c'est que, même dans un pays comme l'Angleterre où les banques sont nationalisées, elles continuent de bénéficier d'une liberté de gestion à peu près complète. Ce qui est aberrant. On aurait dû prendre des mesures pour savoir exactement quelle était la véritable situation des comptes, pour leur demander de se délivrer de leurs mauvaises créances, d'apurer leurs comptes, et ensuite de reprendre le chemin du crédit. Les banques ne veulent plus prêter. En zone euro, aujourd'hui-même le crédit baisse, alors que – ça, c'est une chose que je peux vous dire de façon extrêmement sûre- sans une augmentation de l'ordre de 10, 12 % du volume du crédit d'une année sur l'autre, vous n'avez pas de croissance véritable. Donc, imaginer une croissance importante avec un crédit à zéro ou en baisse, c'est une vue de l'esprit.

Pascale Fourier Mais pourquoi on n'a pas nationalisé alors ?

Jean-Luc Gréau: Parce que le monde bancaire a réussi à se sanctuariser pendant ces dernières vingt-cinq années, à devenir une économie dans l'économie, un monde dans le monde et les Etats ont abandonné leur pouvoir de réglementation vis-à-vis des banques. Tout ce qu'ils peuvent faire, c'est aboyer pour demander que les bonus soient réduits ou soient supprimés. Mais cela ne touche que la surface des choses.

Pascale Fourier Comment cela se fait-il que les politiques n'aient pas pensé qu'en laissant la bride sur le cou comme ça à la finance, cela pouvait amener à des catastrophes, ou au moins justement à une délégitimation de facto de ce qu'ils sont ?

Jean-Luc Gréau: Les politiques pensent que les banquiers sont très intelligents. C'est une constante dans l'Histoire: à quelques exceptions près, la classe politique pense que les banquiers font un métier qui requiert une véritable supériorité intellectuelle. Un homme comme John Kenneth Galbraith le dit dans ses textes: c'est bizarre, on pense toujours que les financiers en général sont des génies

quelque part et donc il faut les laisser faire et non pas essayer de brider de façon intempestive l'expression de leur talent ou de leur génie. Le résultat, c'est que nous avons des faillites périodiques. C'est presque une constante dans l'Histoire et qui s'est manifestée de façon très lourde dans la période récente.

Pascale Fourier :Oui, parce qu'il y a eu quasiment un abandon du politique...

Jean-Luc Gréau :L'abandon de son pouvoir souverain de se mêler de choses essentielles, voire vitales pour l'avenir des pays concernés. C'est une des énigmes des années 2008-2009 que le plus grand séisme économique d'après-guerre n'ait pas entraîné une réinsertion méthodique et appropriée de l'État dans le champ économique et financier. Tout ce qu'ont fait les Etats l'a été en urgence et en désordre.

Pascale Fourier : Il faut attendre la prochaine crise ?

Jean-Luc Gréau : Peut être...

Pascale Fourier :*Et voilà, c'était « j'ai dû louper un épisode », la deuxième partie de l'entretien que j'ai réalisé avec Jean-Luc Gréau le 14 janvier 2010. Jean-Luc Gréau a écrit deux livres « L'avenir du capitalisme » et « La trahison des économistes » dont je ne peux à nouveau que vous conseiller la lecture. À bientôt !*